

DIPLOME DE CONSEILLER EN ECONOMIE SOCIALE FAMILIALE

Durée : 4 heures + 30 minutes pour lecture des documents

Coefficient : 2

Calculatrice interdite

DIPLOME DE CONSEILLER EN ECONOMIE SOCIALE FAMILIALE - CODE DICO		
Session 2003	Durée : 4 heures + 30 min. pour lecture des documents	Coefficient 2
Epreuve écrite sur documents relatifs à la vie quotidienne et à ses activités, à l'action sociale et aux institutions		Page 1/13

« La lutte contre les exclusions est un impératif national fondé sur le respect de l'égalité de dignité de tous les êtres humains et une priorité de l'ensemble des politiques publiques de la Nation. La présente loi tend à garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance ».

Extrait de l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions

- 1) Expliquez ce que recouvre la notion d'exclusion aujourd'hui et comment la loi du 29 juillet 1998 s'inscrit dans l'évolution des politiques sociales en matière de lutte contre les exclusions.

- 2) Analysez plus particulièrement la mise en œuvre du droit au logement depuis le début des années 1990.
Présentez les avancées de la loi du 29 juillet 1998 dans l'exercice effectif de ce droit et les obstacles qui subsistent.

- 3) En vous situant dans un cadre institutionnel investi d'une mission relative à la mise en œuvre du droit au logement :
 - précisez le statut, les missions et le mode de financement de cette structure,
 - présentez les fonctions et activités d'un Conseiller en Economie Sociale Familiale,
 - proposez, en la justifiant, une action dans le domaine du logement.

ANNEXES

Annexe 1 : *Etat des lieux du logement social* in Revue Viva juin 2001.

Annexe 2 :

- *D'une politique du logement social à une politique sociale du logement ?*
- *Un toit pour tous ?*
- *Au-delà des murs...*

In le journal de l'Action sociale juin/juillet 2001

Annexe 3 : Droit au logement : un avenir assuré in le Journal de l'Action sociale janvier 2001

BAREME

Question 1 : 4 points

Question 2 : 4 points

Question 3 : 8 points

Expression écrite, orthographe, construction du devoir : 4 points